

**Objet : Arrêté municipal portant sur des travaux ENEDIS de terrassement sous accotement pour pose de coffret électrique Chemin de la Fabrique**

**Le Maire de la commune d'Yvré-l'Évêque**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire ;

**VU** l'article R417-10 du code de la route ;

**VU** l'article R610-5 du code pénal ;

**VU** La demande présentée par Mme NOUVEAU Aurore de la société ENEDIS PAYS DE LOIRE située au 1 rue Therese Bertrand Fontaine 72000 LE MANS.

**CONSIDÉRANT** – L'intérêt d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique et du personnel de chantier pendant des travaux ENEDIS de terrassement sous accotement pour pose de coffret électrique, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement.

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 – Du lundi 13 janvier au vendredi 31 janvier 2025 inclus pour les besoins du chantier.**

**ARTICLE 2** – La circulation sera interdite Chemin de la Fabrique excepté aux riverains.

**ARTICLE 3** – Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant dans l'emprise du chantier (article R.417-10- Enlèvement de véhicules).

**ARTICLE 4** – Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment la nuit ou les jours non ouvrables, les signaux en place devront être déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence d'engins, de personnel, d'obstacles...).

**ARTICLE 5** – Le Maître d'ouvrage et l'entreprise assureront sous leur propre responsabilité la mise en place et l'entretien de la signalisation réglementaire avec un jalonnement adapté à chaque route concernée et seront tenus d'afficher le présent arrêté au droit du chantier. À l'exception de l'entretien de la signalisation, ces dispositions devront être réalisées au minimum 8 jours avant le démarrage des travaux.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. « La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**ARTICLE 7** – Madame Le Maire de la commune, Madame La Directrice Générale des Services, la police municipale pluricommunale, la gendarmerie ainsi que tous les représentants de l'autorité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer le présent arrêté.

Yvré-l'Évêque, le 16 décembre 2024

**Ampliation :**

Demandeur  
Gendarmerie  
Affichage  
Archivage

Madame Le Maire  
Damienne FLEURY

